

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• Azanie LES RACISTES AUX ABOIS

La bataille politique que se livrent les compères de l'Union de la gauche, en ce moment, est importante comme le seront les élections législatives de mars 78.

Marchais, Mitterrand, Fabre n'ont que le mot «travailleurs» à la bouche. Devant les caméras de TV, aux micros de la radio, dans les colonnes des journaux, leurs appels aux travailleurs se succèdent. Tous trois prétendent défendre nos intérêts, ceux de la classe ouvrière, ceux des travailleurs.

L'appel que nous lançons à nos lecteurs est le suivant : dans vos usines, vos quartiers, comment est accueillie cette propagande ? Qu'en disent vos camarades ouvriers, paysans, employés ?

L'Humanité rouge ouvre, aujourd'hui, une enquête auprès de vous, amis lecteurs. Toutes les informations, rédigées ou non, nous seront utiles.

Union de la gauche : la cassure

MARCHAIS A GENOUX



«Il dépend de vous, François Mitterrand, qu'un accord soit signé ce soir ou demain et pour cela il suffit d'être fidèle à l'engagement que vous avez signé avec moi en signant le programme commun de 1972»

Ces paroles d'un Marchais suppliant, avec des sanglots dans la voix, n'ont pas porté de fruits.

Or ce Mitterrand, dont tout dépendait selon Marchais, c'est bien le premier secrétaire de ce parti

dont le même Marchais disait il y a quelques jours encore qu'on ne pouvait lui faire confiance...

Qu'a pu penser un électeur de gauche, un militant de base du PCF, en voyant Marchais pleurer à la télévision ce jeudi soir, en entendant son «appel à Mitterrand» repris heure par heure par la radio, et en voyant les résultats des négociations dans son journal du matin ?

Car il y a quelques jours, rappelons-le, c'est à lui, au travailleur, que l'on s'adressait. A ce moment là, la démagogie de Marchais voulait que tout dépende des travailleurs.

Et tout à coup, par la bouche de Fitterman, on apprend qu'il ne s'agit plus de 1008 nationalisations, mais de 729 ! On voit un Marchais appeler Mitterrand à être «fidèle» On voit ce même Mitterrand garder le silence !

L'événement de ce sommet, c'est bien sûr la cassure dans les négociations, mais c'est surtout le fait que le grand perdant à ce jour, c'est Marchais et la ligne de trahison du PCF !

Voir nos articles page 3

Le chef de file des racistes sud-africains, John Vorster, vient d'annoncer la tenue d'élections législatives anticipées pour l'électorat blanc, le 30 septembre prochain.

Il a rottement placé ces élections grossièrement truquées, puisqu'elles éliminent 18 millions de noirs, sous le signe de la nécessité d'obtenir un mandat pour «résister aux pressions internationales» qui s'exercent contre l'apartheid.

Au cours d'une conférence de presse improvisée pour justifier ces élections qui interviendront deux ans avant l'échéance normale, Vorster a précisé ses objectifs :

- Le gouvernement a besoin du soutien de l'électorat blanc face aux pressions de certains gouvernements et organisations mondiales influents «en faveur de l'adoption du suffrage universel en Afrique du Sud».

- Il veut faire adopter un projet de nouvelle constitution prévoyant la création d'un parlement pour les métis, les Indiens et les blancs et l'élection d'un président doté de larges pouvoirs exécutifs.

LES MÉTIS AUX CÔTÉS DES AFRICAINS

Ce projet de constitution est destiné selon les propres termes de Vorster, à transformer l'Afrique du Sud en «Laager» (forteresse africains) face aux menaces de sanctions internationales qui se précisent à son encontre. Il vise explicitement à «sauvegarder les intérêts des blancs» en allouant quelques miettes de privilèges aux métis et aux Indiens. Il ne souffle bien sûr pas mot des intérêts de la majorité noire du pays.

Avec un tel système électoral, Vorster n'a pas à craindre grand chose de ces élections qui lui donneront certainement une majorité confortable. Elles témoignent pourtant de son isolement croissant tant sur la scène internationale qu'au sein même du pays.

Le Conseil représentatif des 2,5 millions de métis a en effet rejeté aussitôt ce projet de constitution. Leur leader a déclaré à ce propos : «Les citoyens de première classe (les blancs) veulent utiliser les citoyens de seconde classe (les métis et les Indiens) pour opprimer les citoyens de troisième classe (les Africains)».

Suite page 2

Editorial

Pour 4,40 F de l'heure

Il allait avoir 16 ans. Il est mort, déchiqueté par sa machine. Comme tant d'autres jeunes, Eric était sorti du CET de Remiremont, «muni» d'un CAP. Il travaillait depuis très peu de temps dans une petite entreprise : la «société européenne de construction», dans un village des Vosges. Après 15 jours d'apprentissage, la patron l'avait placé, seul, devant une machine à tréfiler. Mardi, c'est le drame : la main droite prise dans la machine, personne pour la stopper. Eric est mort, déchiqueté... Il gagnait 4,40 F de l'heure. C'est ça un contrat emploi-formation.

Il a été tué pour 4,40 F de l'heure. Le père d'Eric était plombier sur un chantier. Le modeste salaire d'Eric devait constituer un appoint nécessaire pour nourrir les trois autres enfants. Et puis, quand il y a 6 000 chômeurs dans la région, on ne rechigne pas devant le travail, même à 4,40 F de l'heure.

4,40 F et aucune protection légale. A 16 ans, si on travaille, n'a pas de droit. Les jeunes travailleurs, quand ils trouvent du

boulot, ne sont pas reconnus comme tels.

Depuis la loi Royer, à partir de l'âge de 14 ans, ils sont livrés au patronat et sont exploités sous prétexte d'apprentissage avec un seul droit, celui de se taire ou de prendre la porte.

4,40 F de l'heure, sans aucun droit, c'est ce que prépare le pouvoir pour quelques milliers de jeunes avec ses «mesures d'emploi pour les jeunes».

Il entend livrer aux patrons des jeunes qui travailleraient pour rien pendant 6 mois. Pour les autres, le chômage, avec les files de pointage à l'ANPE. Voilà ce que recouvre le sondage de Dijoud sur le «bonheur des jeunes».

Voilà ce qu'il essaie de masquer avec ses nouvelles mesures pour les jeunes.

Mais les crimes, les suicides de jeunes sans travail sont là, qui accusent le capital.

Aujourd'hui, la colère se transforme en lutte : le jour viendra où tous ces crimes seront payés.



En ce moment à Paris «Le sel de la terre»

C'est un très grand film qui repasse en ce moment à Paris au cinéma «Action République». Il s'agit du «Sel de la terre». Ce film a le mérite d'avoir été réalisé en plein Mac-carthysme campagne anticommuniste déclenchée aux Etats-Unis après la deuxième Guerre mondiale. Ses réalisateurs étaient des cinéastes d'Hollywood, inscrits sur les listes noires.

C'est l'histoire d'une grève dure dans une mine de zinc de l'Etat du «Nouveau Mexique».

Ce film montre comment l'unité des travailleurs se construit à travers la lutte : d'abord, les femmes des ouvriers proposent au comité de grève de participer au mouvement. Il y a une grande manifestation du piquet de grève. Les femmes de travailleurs sont arrêtées. Elles organisent une manifestation en prison.

Les militants ouvriers, au début du film, considèrent que les femmes sont faites seulement pour rester au foyer, faire la cuisine et élever les enfants. C'est la femme de Ramon, ouvrier en prison, qui prendra la tête de la lutte des autres femmes pour soutenir la grève.

Dans cette lutte se construit aussi l'unité entre travailleurs américains et travailleurs mexicains immigrés. Le film montre l'expulsion des grévistes hors des cités et la résistance des travailleurs. Un film à voir pour mieux connaître les luttes des travailleurs aux USA.

Samedi 24
Cinéma «Action République»
18, rue du Faubourg du 3^e étage
Métro République
à 14 h, 15 h 45, 17 h 30, 19 h 15, 21 h (débat)

Un film démobilisateur «Les enfants gâtés»

Quatre grandes pages couleur dans l'«Humanité Dimanche», deux pages dans le «Nouvel Observateur», deux pages dans «France Nouvelle», une interview dans «Libération», de nombreux articles dans tous les journaux, le dernier film de Tavernier, «Des enfants gâtés» est la coqueluche de la rentrée.

Pour quoi tout ce tapage autour du film de Tavernier ?

Il faut préciser que Piccoli est en tête d'affiche. Le film se passe dans une HLM de luxe. On nous montre une idylle entre Piccoli et Christine Pascal avec, en fond, une lutte de locataires.

Des travailleurs entrent en lutte pour refuser de payer la crise et s'affrontent de plus en plus à l'Etat bourgeois. Cette situation, dans une certaine mesure, se reflète au cinéma et dans les arts. De plus en plus de films ont pour sujet des «thèmes sociaux». Le dernier film de Tavernier en fait partie.

Une impression dominante le pessimisme

Le film nous montre un cinéaste, Piccoli, quittant sa femme pour s'enfermer dans un studio et préparer, loin de tout, le scénario de son prochain film. Là, il prendra part à la lutte des locataires qui se développe dans cet immeuble.

Le cinéaste devient amoureux d'une jeune chô-

meuse, animatrice du comité de locataires. L'intrigue prend le pas sur la lutte des locataires. Ceux-ci paraissent toujours écrasés par les immeubles gigantesques ; ils sont peu nombreux. La lutte est vue à travers Piccoli et son amie, à travers les problèmes qu'engendre leur liaison. Comme si la lutte des travailleurs pour de meilleures conditions de logements pouvaient dépendre d'une amourette entre un vieux beau et une jeune gauchiste ?

D'autant plus qu'on nous montre les travailleurs immigrés comme peureux et passifs : un travailleur portugais refuse, dans le film, de s'associer à la lutte de peur d'être expulsé ! Habilement on nous montre des membres du PCF qui sont actifs dans la lutte. On nous parle de la CNL, confédération nationale des locataires, dirigée par le PCF.

Enfin, un propriétaire d'immeuble lâche le morceau et dit aux représentants du comité : «Si Marchais et Mitterrand passent, je vends tout». Le film se termine sur la séparation entre Piccoli et l'animatrice du comité de locataires. Sur une note pessimiste.

Ce film donne une vision pessimiste des luttes du peuple pour répandre le défaitisme et suggérer comme solution «Votez Programme commun, ça au moins ça fera peur aux propriétaires d'immeubles».

● Azanie

Les racistes aux abois



(suite de la page une)

La lutte des patriotes africains pour leur libération du «pouvoir pâle» connaît un nouvel et vigoureux effort.

Le système d'éducation fondé sur l'apartheid est paralysé par le boycott des cours, la démission de plusieurs centaines d'enseignants dans la cité africaine de Soweto et la lutte permanente dans les deux universités réservées aux noirs.

Soweto est aujourd'hui totalement privée d'enseignement secondaire. A peine 1 % des 27 000 lycéens ont en effet accepté de s'inscrire à la rentrée, les autres acceptent de perdre une année scolaire entière pour marquer leur rejet de l'apartheid. 400 professeurs démissionnaires

sont à la recherche d'un autre emploi.

La semaine dernière, dans les universités noires de Fort Hare et de Turfloop, 1 200 étudiants ont été arrêtés pour avoir participé à un service religieux à la mémoire de Steve Biko, leader de la «conscience noire», assassiné en prison après une grève de la faim.

Mercredi, un manifestant a été assassiné pendant une manifestation pour protester contre son assassinat.

Plus de la moitié des effectifs de l'université restent en prison, jusqu'au procès sous l'inculpation d'avoir violé l'interdiction de mee-

ting publics.

A l'université de Turfloop



Un jeune Africain a été tué par balles, mercredi à Soweto, cité satellite de Johannesburg, lors des affrontements entre la police et des centaines de personnes qui assistaient à un service religieux à la mémoire du leader noir, Steve Biko, mort lundi dernier en prison.

Le corps de William Mdladlamba, âgé de 15 ans, a été criblé de balles qui, selon un responsable des forces de l'ordre, pro-

venaient d'une mitraillette n'appartenant pas à la police ! Cependant, la radio nationale sud-africaine et d'autres sources avaient annoncé, mercredi soir, que l'adolescent avait été «apparemment» tué par la police.

A Alexandra, une autre commune de Johannesburg, les forces de l'ordre ont dispersé une manifestation de 250 étudiants africains.

Une jeune fille a été hospitalisée dans un état critique et quatre étudiants ont été blessés.

Steve Biko sera enterré dimanche dans sa ville natale de Wilhemstal, en présence de plusieurs milliers de ses partisans. Les diplomates et les correspondants de presse étrangers pourront assister à la cérémonie.

Dés mercredi, matin, un important dispositif policier contrôlait les voies d'accès à Sao-Paulo et interceptait les nombreux étudiants qui se rendaient en ville, certains venant d'Etats voisins, afin d'assister à la réunion.

Les autorités policières ont également interdit mercredi soir toute divulgation à la radio d'informations sur le mouvement étudiant.

Dans la journée de mardi, les forces de l'ordre - quelque 70 000 policiers - avaient déjà été mobilisés pour une vaste opération préventive visant à empêcher la réunion, officiellement interdite il y a une semaine par les autorités de l'Etat de Sao Paulo.

Quinze mille étudiants ont manifesté mercredi après-midi dans les rues de Rome pour réclamer la libération d'étudiants arrêtés en mars, à l'appel du «Mouvement des étudiants» groupant plusieurs organisations d'extrême-gauche et protagonistes du «Printemps chaud».

● ONU

Discours du vice-premier ministre du Vietnam

Mercredi, le vice-premier ministre vietnamien Nguyen Duy Trinh est intervenu à l'ONU où le Vietnam vient d'être admis comme 149^e membre. Il a expliqué que «le Vietnam aurait dû depuis 1945, occuper la place qui lui revient au sein de l'ONU» mais que ce ne fut pas le cas «parce que les impérialistes agresseurs nous ont sans cesse imposé le fléau de la guerre, la guerre d'agression néo-colonialiste la plus sanglante que l'histoire ait jamais connue».

Le vice-premier ministre a poursuivi en disant que depuis deux ans, s'est ouverte au Vietnam une ère nouvelle de paix, d'indépendance, d'unité nationale et de socialisme dans laquelle la tâche primordiale du peuple vietnamien est de mobiliser toutes les énergies pour la reconstruction du pays, de panser les blessures de guerre, développer l'économie et la culture, sortir de la pauvreté et du retard économiques séculaires de la domination étrangère et de 30 années d'une guerre extrêmement cruelle. Il a souligné d'autre part que le peuple vietnamien, en partant de ses traditions nationales

et «dans l'intérêt vital et durable de notre pays» a appliqué une «politique de clémence sans précédent dans l'histoire des guerres : nous avons rééduqué ceux qui s'étaient fait les instruments des agresseurs contre la patrie et rendu les droits civiques à la grande majorité d'entre eux».

Le ministre vietnamien a indiqué qu'en matière de politique internationale, le Vietnam optait pour une ligne fondamentale en faveur de la paix, de l'amitié et de la coopération internationales. Il a souligné l'importance de relations fraternelles avec le Laos et le Kampuchéa, de la solidarité et coopération avec les pays non-alignés et les mouvements de lutte pour l'indépendance nationale.

Le ministre a réaffirmé «le soutien ferme et résolu à la lutte menée par les peuples arabes et de Palestine pour recouvrer les territoires arabes occupés».

Enfin, le Vietnam est pour un «développement de relations normales et de coopération multiformes avec les autres pays sans distinction de régime politique et sur la base des principes de la coexistence pacifique».

● Zimbabwe

La Zanu (Union nationale africaine du Zimbabwe) a fait par son organe de presse, que les forces armées du «Front patriotique» contrôlent les 2/3 du Zimbabwe.

L'armée du peuple de Zimbabwe (Zipa) a tué 851 soldats rhodésiens et blessé des centaines d'autres au cours de combats qui ont eu lieu ces dernières semaines.

La Zipa a aussi détruit 8 avions et 58 véhicules militaires rhodésiens, capturé 34 responsables de districts, saisi d'importantes quantités de matériel et encerclé plusieurs camps rhodésiens.

● Bresil

La police a empêché mercredi à Sao-Paulo la tenue de la troisième réunion nationale des étudiants, qui avait pour but de reconstituer l'Union nationale des étudiants (UNE) dissoute en 1964 après le coup d'Etat militaire, avant renversé le président João Goulart.

176 personnes ont été arrêtées puis libérées

● Italie



nouvelles intérieures

PC - PS

CE QUI LES OPPOSE

Tous les marchandages de maquignons entre les dirigeants des partis de l'Union de la gauche autour des nationalisations, peuvent éclairer largement les travailleurs sur un point : cette affaire-là n'est pas la leur ; c'est l'affaire de politiciens bourgeois qui se disputent les fauteuils de PDG comme le font - chacun l'imagine - les grands capitalistes dans leurs querelles de requins.

Chacun joue de son avantage. Marchais avance l'implantation du PCF dans la CGT qu'il tient au sommet. Mitterrand avance le poids électoral de son parti.

La dispute porte essentiellement sur deux aspects des nationalisations :

- le nombre d'entreprises à nationaliser
- le mode de désignation de leurs directions.

Pour le nombre, le PCF le souhaite le plus élevé possible. Par expérience, dans le secteur nationalisé actuel, tout prouve qu'il y trouve de larges possibilités sinon de diriger entièrement, du moins de prendre une part qu'il ne peut avoir ailleurs à la direction. Et c'est pourquoi le PS s'y oppose.

Pour le mode de désignation, le PCF est partisan de l'élection d'une majorité de membres des conseils d'administration parmi des candidats présentés par les syndicats.

Compte-tenu de ce qu'est la CGT dans les secteurs que veut nationaliser le PC, et de la taille des entreprises concernées, cela revient à dire que la désignation des directions reviendrait pour l'essentiel aux dirigeants du PC parmi les hauts cadres de la CGT (qui le sont en même temps au PC).

du PS et des Radicaux, compte-tenu aussi de l'implantation du PS dans l'actuel personnel dirigeant de l'Etat et des grandes entreprises (les énarques sont nombreux dans ses rangs), cela revient à dire que la désignation reviendrait bien plus au PS.

Dans cette problématique, où est passé ce « pouvoir des travailleurs » dont on nous parle tant ?

Dans les entreprises nationalisées, ce qui est aujourd'hui meilleur que dans

d'autres secteurs pour les travailleurs, c'est ce qu'ils ont obtenu par la lutte hier, au temps où ils avaient un syndicat pour la conduire classe contre classe.

Mais ce qui est moins bien aujourd'hui, c'est que, maintenant totalement embourgeoisés, les dirigeants confédéraux des syndicats ne mènent la « lutte » que pour participer plus à la direction des affaires capitalistes ; ainsi déjà bien des acquis d'hier sont aujourd'hui perdus.

Et ce qui serait pire demain avec un gouvernement de gauche, des nationalisations plus ou moins étendues, c'est que les syndicats sensés défendre les intérêts des travailleurs, auraient pour dirigeants des chefs d'entreprises et des cadres d'Etat !

La méfiance soulevée parmi les travailleurs par les querelles de l'Union de la gauche est on ne peut plus légitime. A la tête de l'Etat capitaliste, au moment où le système est en crise, ceux qui, depuis 15 ans, s'évertuent à faire de notre peuple le supporter d'un programme et d'une union de partis bourgeois ne sauraient offrir aux travailleurs autre chose qu'exploitation accrue et démocratie amoindrie, tout comme les Giscard-Barre qu'ils se proposent de remplacer.

C'est bien pourquoi le PS tient à la désignation par l'Etat, par le gouvernement.

Compte-tenu des poids électoraux respectifs du PC,

L'exemple des PTT

Dans les PTT, les dirigeants révisionnistes ont un grand nombre de leurs militants à des postes-clé (chèques postaux, centres de tri, diverses directions. Ainsi, aux chèques postaux d'Orléans, ils ont un de leur responsable qui est inspecteur central, ce qui est un poste décisif dans le travail d'un centre.

A la direction régionale des télécommunications, d'Orléans, ils ont un haut cadre qui postule un poste de directeur départemental. Au centre de tri à Orléans, ils avaient l'adjoint du chef de centre qui auparavant était secrétaire fédéral PTT-CGT du Loir-et-Cher.

Autre exemple, à Orléans lors de l'ouverture du centre du tri automatique en 1973, ils se sont battus avant tout pour la création d'une section CGT (totalement inféodée au PCF). Aujourd'hui, le service rocade du centre de tri a été changé de place. La tactique a été la même, avoir une section CGT encadrée par des militants PCF.

Ce qui les intéresse avant tout, c'est de disposer partout de points d'attache qui sont autant d'atouts pour eux dans leur rivalité avec le PS.

Marchais à genoux

« Nous n'avons aucune solution de rechange ! » a dit Marchais en parlant de l'unité avec Mitterrand et Fabre. Si Mitterrand veut briser l'alliance, le PCF se retrouve sans rien. Donc, il s'écrase.

Le militant de base du PCF, le sympathisant ou l'électeur de ce parti a ainsi eu confirmation de ce qu'il ressentait depuis quelque temps déjà : la ligne politique que défend le PCF, mène à l'impasse.

Ces négociations ont montré combien le PCF était inféodé aux Mitterrand et Fabre. Triste perspective pour les travailleurs qui lui ont accordé leur confiance !

Oh, loin de nous de considérer Marchais et sa bande de grands politiciens comme des communistes qui se seraient faits rouler par des bourgeois ! Mitterrand et Fabre sont bien des bourgeois. Mais cela, les dirigeants du PCF le savaient dès le début et si ça ne les a pas arrêtés c'est qu'ils ne valent guère mieux.

Il n'y a qu'à voir sur quoi ils discutent. Il n'y a aucune divergence de fond. On polémique sur le nombre, la forme, l'étendue des nationalisations, mais personne ne remet en cause le principe des nationalisations. Au fond, il n'y a pas de différence de nature entre Mitterrand, Marchais et Fabre.

Il faut que les choses soient claires : « Il dépend de vous, François Mitterrand » déclare Marchais, « nous n'avons aucune solution de rechange » précise-t-il ; voilà ce que les travailleurs ne peuvent accepter.

Nous, marxistes-léninistes, disons : « Tout dépend de vous, travailleurs ! C'est la seule solution de rechange ! » Et la première chose à faire, c'est de rompre définitivement avec les vieux partis, de droite bien sûr, mais de gauche aussi !

Si la ligne de Marchais a connu l'échec, ce n'est pas, au fond, à cause de Mitterrand ou Fabre. C'est parce que c'est une ligne politique de reniements, bourgeoise.

Quand les dirigeants d'un parti remplacent la révolution prolétarienne par les élections au parlement de Giscard, quand ils renient la dictature du prolétariat et ne parlent plus que de « capitalisme démocratique », ils prennent une voie qui les amène de plus en plus dans le bourbier des marchandages bourgeois dont la nuit de mercredi à jeudi n'est qu'un épisode !

OPHLM de la ville de Paris

NOUVEAU SCANDALE IMMOBILIER

Apparemment, la gestion de l'Office d'HLM de la ville de Paris n'était pas sans poser de problèmes puisque en un an son conseil d'administration a vu défiler trois directeurs. Pour finir, le gouvernement vient tout simplement de suspendre le Conseil d'administration et de nommer un administrateur provisoire. Quant à la Cour des comptes, elle est chargée de se pencher sur une gestion pour le moins « délicate » et de rechercher les causes d'un déficit qui dépasse 40 millions de francs. Pour se défendre les responsables de l'Office invoquent les difficultés à faire rentrer les loyers. Il y aurait près de 6 500 loyers impayés sur 55 000, et un millier de logements vides.

Cette situation s'explique par l'extension du chômage et des bas salaires qui obligent un certain nombre de locataires à partir quand ils ne sont tout simplement pas expulsés en raison de difficultés à payer leur loyer. Mais ces raisons sont sans doute loin d'expliquer un déficit aussi énorme, et certains paraissent avoir empo-

ché des sommes considérables en se livrant à des trafics et à des opérations frauduleuses : pots de vins, contrats très avantageux passés avec des sociétés de chauffe, etc. Ainsi, des contrats auraient été adjugés à une entreprise pour 450 000 F alors qu'une autre aurait proposé de les réaliser pour 300 000 F. Les locataires d'Argenteuil se sont rendu compte qu'ils avaient payé en quatre hivers 1 600 000 F en trop de chauffage, etc. Comme tous les autres, ce scandale immobilier a des dessous politiques assez évidents.

Le président RPR du conseil d'administration M. Guy Rabourdin a démissionné pour « raisons de santé ». Le gouvernement semble avoir donné le coup de pouce qu'il fallait pour faire éclater le scandale.

Le parti de gauche qui font tout pareil dans les offices des municipalités qu'ils gèrent, se frottent les mains. Mais les locataires qui, eux, ont été victimes de loyers et de charges trop élevés, saisis ou expulsés, ne seront pas, parions-le, dédommés.

les profits des capitalistes dans le nucléaire sont un danger pour nous



NON A SUPER PHOENIX TOUS A MALVILLE !

La manifestation de Malville contre la centrale nucléaire Superphénix a démontré la résolution de dizaines de milliers de personnes, ouvriers, paysans, employés, militants antinucléaires à lutter contre le programme nucléaire de la bourgeoisie. En utilisant outre des grenades lacrymogènes, des armes de guerre telles des grenades offensives le pouvoir a montré également qu'il était prêt à tout pour mettre en œuvre ce programme. Il y a eu, on s'en souvient, un mort, Vital Michalon, et plusieurs mutilés.

Le 21 septembre, à Lyon, l'un d'entre eux, Michel Grandjean, a tenu avec Manuel Michalon, père de Vital, une conférence de presse pour faire largement connaître le combat qu'ils ont engagé. Ils exigent notamment « que soit interdit l'usage d'armes de guerre dont la mise en œuvre comporte le risque, délibérément accepté, d'entraîner des blessures graves, des mutilations, voire la mort, et notamment l'usage des grenades offensives. » Celles-ci ont également été utilisées par les gardes mobiles de manifestations en 68.



● Foyer Ker-Heol — Brest

Bilan d'une grève

Ker Heol, est un foyer de jeunes travailleurs à Brest géré par les Amitiés sociales, organisme lié à l'ancienne municipalité de « droite » déposée en mars 1977. Un nouveau directeur à poigne est nommé début mai et il se met au « boulot ».

Le 5 mai les locataires réunis en assemblée

Du côté du personnel, les conditions de travail

de l'Aftam, à d'autres FJT. Un comité de soutien est créé: Un Fest-noz est organisé le 22 juin au foyer par les résidents, le personnel, le comité de soutien.

Les différents conflits (loyers et licenciements)

Les flics interviennent le 1er septembre à 14 h 30, soit 11 jours après l'arrêt d'expulsion, car à la préfecture on est mal à l'aise. Cette expulsion se fait après bouclage du quartier, avec réquisition de 7 dockers, d'une estafette de déménagement.

Le soir-même, il y a une manifestation de protestation en direction du quartier de Poulanezen.

A la demande expresse des résidents, la mairie offre «gracieusement» une salle à la Maison des jeunes de Pen Ar Creac'h. Tracts, banderoles, panneaux et manifestation sont prévus. La deuxième manif a lieu le 5 septembre à 18 h 30 dans la ZUP de Kerhallet et Kergoat en direction d'un foyer de personnes âgées par Amitiés sociales.

La lutte continue. Des tracts sont diffusés sur les quartiers populaires. Un travail de popularisation est fait en direction d'autres foyers (Morlaix). Un journal relatant la lutte est créé. Sur le plan judiciaire, il a été décidé de faire appel au «jugement» de Brest.

Foyers Sonacotra Chelles, Noisiel, Torcy

UN MILLIER A LA FETE DES RESIDENTS



La fête organisée samedi dernier 17 septembre au foyer de Noisiel par les résidents des 3 foyers de Seine-et-Marne en grève des loyers a connu un vif succès. C'est en tout près de 1 000 personnes qui sont passées au foyer de 14 heures à 2 heures du matin.

L'après-midi, visiteurs et résidents pouvaient regarder l'expo-photo de la Commission culturelle retraçant la lutte, s'informer auprès de la table de presse du comité de soutien, visiter le foyer en compagnie de résidents, pendant que dehors les grévistes faisaient cuire à la broche 6 moutons pour le méchoui. Une buvette leur permettait de se rafraîchir et des casse-croûtes étaient servis tout l'après-midi.

Parmi les visiteurs, on remarquait de nombreux habitants des quartiers voisins, jeunes et vieux, couples avec leurs enfants, venus manifester leur solidarité avec les grévistes.

Vers 19 h, le montage-diapos du Comité de coordination fut projeté devant 500 à 600 personnes.

Puis ce fut le méchoui : 150 repas furent servis.

Après le méchoui, deux délégués de la cité de transit LOGIREP de Chelles (voir HR bimensuel No 13) prirent la parole pour expliquer que leur lutte et celle des résidents était une lutte commune contre l'exploitation et l'oppression de la Sonacotra. Agés de près de 70 ans, ces deux délégués impressionnèrent vivement l'assistance par leur détermination à se battre jusqu'à la victoire finale. Déjà, ils invitaient l'auditoire à la fête qu'ils organiseraient dans leur cité dans quelques mois.

Ensuite commença la partie musicale avec un joueur de flûte algérien qui fit danser l'assistance sur l'estrade dressée devant le foyer (voir photo), puis le groupe «Mounkika et Trisa» qui interpréta des chants anticolonialistes des Antilles, et enfin des chanteurs turcs interprétèrent des chants révolutionnaires de leur pays.

La soirée se termina par la projection du film sur la fête de l'Unité de Champigny, suivie d'un débat.

AMITIÉS SOCIALES ... EXPULSEUR ENNEMI DES TRAVAILLEURS



générale, décident de verser leur loyer sur un compte bloqué jusqu'à l'obtention de leurs revendications : refus de la hausse illégale des loyers, même prix des repas pour tous en chambre et en studio (il y avait deux prix), suppression du forfait sur le prix des repas (ils payaient les repas qu'ils ne prenaient pas). Respect des droits acquis (droit de visite, de réunion, etc).

se détériorent et eux aussi engagent la lutte. Ils se syndiquent à la CFDT et demandent des élections de délégués du personnel. L'animateur qui s'y présente est licencié le 13 juin ce qui renforce l'unité personnel-locataires.

LA SOLIDARITÉ

Le soutien s'élargit hors du foyer, aux travailleurs immigrés d'un foyer

sont portés devant les tribunaux. Le licenciement est confirmé début août. le 19 août, le tribunal de grande instance prononce l'ordre d'expulsion des résidents pour le 20 août.

Comme toujours, la «justice» est du côté des patrons, cela aura été un important révélateur pour bien des gens. Face à cela, il y a un renforcement de la solidarité : 19 août, meeting et Fest-noz, 20 août, gala de solidarité. LA GAUCHE...

Vainqueur en mars 77, la gauche veut bien soutenir la lutte à condition qu'il n'y ait pas de «gauchistes», chez les résidents, à condition de dissocier le cas de l'animateur et les autres problèmes. Tout ceci valut une sérieuse mise au point des résidents le 19 août à la fête :

«Ceux qui pensent encore pouvoir jouer sur les deux tableaux, nous et les Amitiés sociales, sans se mouiller d'un côté ou de l'autre, se mettent dans une situation délicate, car ne devant rien à personne qu'à nous-mêmes, jeunes travailleurs du Ker Heol, nous en serons d'autant plus à l'aise pour dénoncer les refus de soutien ou les oppositions déguisées sous des flots de paroles sans aucun acte de soutien efficace et connu... «le cadre de vie, les conditions de logement ne changeront pas parce qu'on changera tel ou tel député ou telle ou telle municipalité, mais bien sûr les travailleurs luttent sur leurs lieux de logement.»

LES FLICS...

Fidèles à leur mission,

● Carcept — Paris En grève depuis le 30 août

Les employés du service de liquidation de la Carcept (Caisse de retraite des transports) sont en grève depuis le 30 août.

Le directeur veut leur imposer un contrôle statistique individuel du nombre des dossiers traités par employé. Ce serait pour lui un bon moyen de diviser, de créer une ambiance de compétition pour la prime et la promotion. Un moyen de sélectionner les moins «rentables» pour les virer.

Ce contrôle, les travailleurs n'en veulent pas. Par contre, ce qu'ils exigent ce sont des conditions de travail correctes : terminaux, machines informateurs, et nombre suffisant, locaux non surchargés.

Mardi 20 septembre, les délégués des grévistes ont été reçus par les administrateurs de la caisse. Ces messieurs, qui sont représentants des patrons et des syndicats des transports et des retraites, n'ont rien voulu savoir. Le représentant CGT au conseil d'administration a déclaré aux grévistes que «c'était dur de commencer une grève, mais aussi de la terminer», c'est-

à-dire que, d'après lui, il faudrait baisser les bras. N'ayant pas obtenu satisfaction, les travailleurs de la CARCEPT sont résolus à continuer leur lutte et à la renforcer. Avec leur section CFDT, ils ont commencé la popularisation et les collectes dans d'autres caisses de retraites.

Le 22 septembre les grévistes ont reçu des administrateurs CGT, une lettre qui équivaut à une mise en demeure d'arrêter la grève au nom du rôle «social prioritaire» de la caisse de retraite.

Soutenez-les !
CARCEPT - 26, Bd Hausmann - Paris

S'il est vrai que le Conseil a unanimement approuvé dans sa réunion du 30 mars 1976, la proposition faite par la direction d'instituer au moment où elle le jugeait opportun, des statistiques globales et individuelles au service liquidation afin d'en tirer enseignement, c'est prce que cette mesure apparaissait nécessaire et inévitable pour rattraper le grave retard constaté, et répondre ainsi aux légitimes et multiples protestations dont nous étions saisis par de nombreux travailleurs des transports.

Mais, nous ne pouvons comprendre ni soutenir notre attitude présente qui tend à défendre et à justifier tout caractère d'irresponsabilité vis à vis des engagements professionnels qui sont les nôtres.

Cette attitude est contraire à une saine organisation du travail au sein de l'entreprise, y compris telle que nous la concevons, dans une société vraiment démocratique.

Les organisations CGT des transports insistent en conséquences auprès de vous, afin de parvenir rapidement à un règlement positif, considérant que notre fonction est attachée à un rôle social prioritaire qui est de régler et de servir dans les meilleurs délais, la retraite gagnée par les travailleurs des transports, après une vie de dur labeur.

Les administrateurs CGT de la CARCEPT

● Charleville-Mézières Hôpital Manchester

Mon chef est syndiqué...CGT

Dans le secteur cuisine, nous sommes une vingtaine à être soumis à la dictature qu'impose notre chef. Celui-ci oublie que nous sommes des êtres humains. Il essaie de nous domestiquer et pousse son sadisme jusqu'à nous laisser des heures et des heures debout à éplucher des légumes. «Pas d'exception pour les femmes enceintes». Les jambes sont bleues à la sortie du travail. Il a même poussé le vice jusqu'à nous dire, après avoir apporté une table plus haute : «ceci vous évite de songer à vous asseoir dessus». Les femmes ont maintenant les épaules surélevées. Elles ont aussi les tâches les plus sales : laver le parterre, faire les pluches, la plonge, alors qu'elles ont le même grade que les hommes. Elles portent des charges considérables pendant que les hommes font les hors d'œuvre.

La demi-heure de repos s'écoule dans le bruit des moteurs des réfrigérateurs. Les moteurs sont dans le vestiaire, petit et infect.

La révolte est difficile à organiser, car voyez-vous, le chef et le sous-chef sont syndiqués... CGT. Eh oui, et ils découragent ainsi le personnel à se syndiquer (il n'y a pas de section CFDT).

Ainsi, ce n'est qu'en luttant, classe contre classe, tous unis contre nos chefs syndiqués ou non et la direction hospitalière que nous pourrions faire aboutir nos revendications.

Article fait avec une travailleuse de l'hôpital.